

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 27/05/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOUFFLET AGRICULTURE**

Quai du Général Sarrail  
B.P. 12  
10400 Nogent-Sur-Seine

Références : VAT20250164  
Code AIOT : 0010000943

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE implanté Chemin Vert 45340 Auxe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre de l'action « coup de poing » sur le territoire national :

- concernant le contrôle du respect de la situation administrative pour certaines sites de stockages de matières dangereuses,
- visant à s'assurer que, de manière inopinée, les quantités maximales autorisées pour certaines matières dangereuses sont respectées et ne conduisent pas à des dépassements de régime (seuils Seveso notamment) et, le cas échéant, de sanctionner de telles pratiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOUFFLET AGRICULTURE
- Chemin Vert 45340 Auxe
- Code AIOT : 0010000943
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'ensemble des activités exploitées, par la société SOUFFLET Agriculture dans son établissement situé à AUXY, est réglementé par l'arrêté préfectoral du 09 juin 2016.

Sur ce site, la société SOUFFLET Agriculture est autorisée à exploiter les activités suivantes :

- rubrique 4718-1 : Autorisation, avec le statut SSB,
- rubrique 2160-2a : Autorisation.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- BIOCIDES
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.	/	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des matières stockées – périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Accès aux installations_ C1*_Visite du 25/10/2022	Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 1.5.3 et 7.3.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Réseaux de collecte des effluents liquides_C3_Visite du 25/10/2022	Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 4.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe	/	Sans objet
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Gestion du bassin de confinement_C2*_Visite du 25/10/2022	Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 7.7.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Gestion des modifications_C5_Visite du 25/10/2022	Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 1.6.1 , 1.6.2 et 7.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 1. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Nomenclature et régime en fonction du classement ICPE du site identifié
<b>Constats :</b>  <p><b>Il a été constaté la présence de 38 big-bags de 1,250 tonne de pommes de terre dans le silo plat.</b>  Cette activité exploitée par l'installation voisine de celle exploitée par SOUFFLET Agriculture sur son site d'Auxy ne figure pas dans le tableau de classement des activités du site listées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2016.</p> <p><b>L'exploitant a modifié l'usage du silo plat, sans avoir préalablement porté à la connaissance de Madame la Préfète du Loiret cette modification, et évalué les effets associés.</b>  Par courriel du 19 mars 2025, l'exploitant a communiqué deux photographies du silo plat attestant du retrait des big-bags de pomme de terre.</p> <p><b>La non-conformité précitée est soldée.</b>  D'autre part, les activités classées sous les rubriques 2260 et 2910 exploitées sur ce site relèvent désormais de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit communiquer à Madame la Préfète du Loiret, un porter à connaissance des modifications apportées à ses installations permettant d'évaluer le caractère substantiel ou non substantiel de ces modifications, avant leur mise en œuvre, en application des articles L. 181-14 et du R. 181-46 du Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<b>Constats :</b>

<p>À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté un état des stocks des produits combustibles, des engrais et des produits phytopharmaceutiques, ainsi que le suivi des quantités de GPL et de FOD présents dans son établissement.</p> <p>La répartition, par rubrique des installations classées, des états des stocks fournis est portée dans le tableau joint en annexe 1 du présent rapport (diffusion restreinte).</p> <p>Les états des stocks présentés permettent d'établir que l'exploitant respecte les volumes qu'il a déclaré au titre des rubriques 4140, 4510, 4511, 4702 et 4734.</p> <p>Les documents permettant à l'exploitant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation (FDS, lettre de voiture et attestations de conformité) sont tenus à la disposition de l'inspection et des services de secours.</p> <p>Les contrôles par sondage concernant ce point n'appellent pas d'observation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• FDS du 14 juin 2023, concernant le produit répondant à la désignation suivante : BANK 200LT, conditionné en fût de 200 l - Rubrique ICPE : 4510 - H400, H410 ;</li> <li>• FDS du 2 février 2023, concernant le produit répondant à la désignation suivante : KRYPT 540 SLT, conditionné en bidon de 1 l - Rubrique ICPE : 4511 - H411 ;</li> <li>• les données relatives aux lettres de voiture et attestations de conformité concernant les engrais sont reportées en annexe 1 du présent rapport (diffusion restreinte).</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les informations fournies à partir des états des stocks présentés le 17 mars 2025 font état de la liste des articles présents dans les installations et des rubriques retenues pour leur classement au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les quantités, par type de danger, n'y figurent pas.</p>

La fiche H5 du POI prévoit la sollicitation du siège de l'entreprise ou la saisine du site le plus proche pour éditer, avant l'arrivée des secours, l'état des stocks des produits présents dans l'établissement, en cas de coupure générale de l'alimentation électrique, notamment.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°3. Il appartient à l'exploitant de mettre en place une procédure permettant de disposer des informations nécessaires à la gestion des situations d'urgence, en réponse aux évolutions réglementaires issues du post Lubrizol.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Etat des matières stockées - information de la population

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 4. Inventaire synthétique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks, sous format synthétique, afin de répondre aux besoins d'information de la population, en fournissant une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage, et indiquant les quantités renseignées par classe de dangers (danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°4.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Etat des matières stockées – périodicité et disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 5. Périodicité et disponibilité

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Le plan d'opération interne ne comporte pas un état des matières stockées, mis à jour a minima de manière hebdomadaire, ainsi qu'un plan de ces stockages, accessibles à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation.</b></p> <p>Par ailleurs, <b>ce plan ne contient pas les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014 qui lui sont applicables, suivant l'article 69 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</b></p> <p>Pour mémoire, cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants doivent être mis à jour au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2026.</p> <p><b>D'autre part, conformément à la mention portée dans la fiche E3 de son POI, en raison de la conception et de l'activité du site d'Auxy, SOUFFLET Agriculture n'a pas mis en œuvre les prélèvements environnementaux comme il est prévu par l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014. Cette argumentation n'est pas recevable.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°5.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 6 : Accès aux installations\_C1\*\_Visite du 25/10/2022**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 1.5.3 et 7.3.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclassement des voiries adjacentes</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2022</li> </ul>



## Prescription contrôlée :

### Art. 1.5.3 :

Avant la réalisation des essais préalables à la mise en service des nouveaux réservoirs de stockage de GPL, l'exploitant s'assure :

- du déclassement du chemin latéral à la ligne SNCF et du chemin d'exploitation, localisé au sud du site ;
- du respect des dispositions définies à l'article 7.3.1.1. du présent arrêté. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

### Art. 7.3.1.1 :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des horaires de travail, l'établissement est fermé par tout moyen approprié.

Les portails fermant l'accès au chemin latéral à la voie SNCF doivent pouvoir être ouverts par l'exploitant des parcelles agricoles desservies par cet accès et par l'exploitant du hangar de stockage de pommes de terre. Un contrôle de la fermeture des portails est réalisé par l'exploitant après chaque passage, par gardiennage ou télésurveillance. L'exploitant établit une procédure qui spécifie la nature du contrôle qui donne lieu à un enregistrement.

L'installation de stockage de GPL doit être surveillée de façon à déceler toute tentative d'intrusion et à donner l'alerte. Cette surveillance doit être adaptée aux circonstances de lieu, de moment et aux risques potentiels. Elle est réalisée par gardiennage ou par télésurveillance. En cas de recours à la télésurveillance, une personne dûment habilitée et formée doit pouvoir intervenir sur site dans un délai maximal de 30 minutes.

[...]

## Constats :

### Constats du 25/10/2022 :

Le constat de la visite du 28 mai 2020 est maintenu.

**C1 : L'exploitant exploite le stockage de GPL sans s'assurer de l'absence de tiers au niveau des voies communales (chemins latéral et d'exploitation). Ce constat est récurrent depuis 2016.**

Pour mémoire, le courrier préfectoral du 13 décembre 2016 rappelait à l'exploitant l'interdiction de mettre en service les installations tant que les procédures de déclassement et les mesures de sûreté n'étaient pas, respectivement, menées à terme et mises en œuvre.

En réponse à ce constat, par courrier du 9 décembre 2022, l'exploitant a indiqué :

*« Nous sommes dorénavant propriétaires du chemin latéral à la voie SNCF. Nous sommes en cours de réalisation des devis pour la fermeture des accès au niveau de notre site pour une mise en œuvre au 30 juin 2023. En attendant nous limitons le stockage de GPL sous le seuil SEVESO. »*

Par courrier du 16 février 2023, l'inspection a pris note de cette réponse.

Pour autant, aucun justificatif n'a été transmis concernant le fait que la société SOUFFLET Agriculture soit devenue propriétaire du chemin.

Aussi, il a été demandé à l'exploitant, dans ce même courrier de transmettre les justificatifs de mise en œuvre de la fermeture des accès au site.

Dans l'attente, **l'écart a été maintenu.**

### Constats du 16/03/2025 :

La visite in-situ a permis de constater la présence effective d'un portail à chaque extrémité du chemin latéral à la voie SNCF.

La fermeture de ces portails n'est toutefois pas encore opérationnelle.

Dans ce contexte, **le constat du 25 octobre 2022 est maintenu : L'exploitant exploite le stockage**

de GPL sans s'assurer de l'absence de tiers au niveau des voies communales (chemins latéral et d'exploitation). Ce constat est récurrent depuis 2016.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°6.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Gestion du bassin de confinement\_C2\*\_Visite du 25/10/2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 7.7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 450 m <sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. Sa vidange suit les principes imposés par l'article 4.3.10 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, aires de chargement-déchargement du dépôt d'engrais solides ainsi que des voies de circulation du site est collecté, via un débourbeur/déshuileur, dans un bassin d'infiltration d'une capacité minimum de 120 m <sup>3</sup> . Ces bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Une consigne encadre leur mise en œuvre.
<b>Constats :</b>  <b>Constats du 25/10/2022 :</b> Le constat de la visite du 28 mai 2020 est maintenu, avec le libellé suivant : C2 : Le bassin de confinement n'est pas en pleine capacité du fait qu'il soit rempli d'eau de pluie. En réponse à ce constat, par courrier du 9 décembre 2022 l'exploitant a indiqué qu'il recherche la meilleure solution technique pour assurer la disponibilité de ce bassin, notamment lors de fortes précipitations. Il a joint à cette transmission une photographie attestant que le bassin de rétention a été vidé. <b>Constats du 16/03/2025 :</b>

La visite in-situ a permis de constater que le bassin de confinement disposait de sa pleine capacité.

**Pas d'écart constaté.**

**La non-conformité C2 associée à la visite d'inspection du 25 octobre 2022 est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Réseaux de collecte des effluents liquides\_C3\_Visite du 25/10/2022**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 4.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et surveillance du débourbeur/déshuileur

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2022

**Prescription contrôlée :**

**Art. 4.2.3 :**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

[...]

**Art. 7.7.6 :**

[...]

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, aires de chargement-déchargement du dépôt d'engrais solides ainsi que des voies de circulation du site est collecté, via un débourbeur/déshuileur, dans un bassin d'infiltration d'une capacité minimum de 120 m<sup>3</sup>.

[...]

**Constats :**

**Constats du 25/10/2022 :**

Lors de la visite du 25 octobre 2022, l'inspection a contrôlé le remplissage du débourbeur/déshuileur situé entre le bassin de confinement et le bassin d'infiltration, et a constaté que le débourbeur/déshuileur est rempli d'eau avec des traces d'irisation d'hydrocarbures en aval du traitement.

À noter que les 3 ouvrages étaient remplis d'eau et au même niveau hydraulique.

**En conséquence, lors du remplissage du bassin de confinement, le débourbeur/déshuileur s'est rempli d'eau et a débordé. Cet ouvrage de traitement n'a pas été entretenu et n'assure plus son rôle de traitement des effluents.** Le constat de la visite du 28 mai 2020 est maintenu, avec le libellé suivant : C3 : L'exploitant n'assure pas une vérification et un entretien suffisant du débourbeur/déshuileur situé en amont du bassin d'infiltration.

En réponse à ce constat, par courrier du 9 décembre 2022 l'exploitant a indiqué que le

débourbeur/déshuileur a été vidé et nettoyé. Il a joint à cette transmission l'attestation d'intervention de l'entreprise extérieure qui a réalisé cette opération.

**Constats du 16/03/2025 :**

Aucune nouvelle opération de contrôle et de vérification du bon fonctionnement de l'ouvrage de traitement des eaux de ruissellement potentiellement polluées du site n'a été réalisée depuis le 9 décembre 2022, en réponse à la non-conformité notifiée à l'exploitant suite à la dernière inspection en date du 25 octobre 2022.

**La non-conformité C3 associée à la visite d'inspection du 25 octobre 2022 est reconduite.**

**L'exploitant ne s'assure pas par des contrôles appropriés et préventifs du bon état des ouvrages de traitement des eaux de ruissellement de son site. La dernière opération de curage et de vérification du débourbeur/déshuileur a été réalisée le 9 décembre 2022.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°8.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Gestion des modifications\_C5\_Visite du 25/10/2022**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article Art. 1.6.1 , 1.6.2 et 7.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, scénario étude de dangers

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2022

**Prescription contrôlée :**

**Art. 1.6.1 :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Art. 1.6.2 :**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. L'étude de dangers démontre par ailleurs qu'une politique de prévention des accidents majeurs, telle que mentionnée à l'article L. 515-33 du Code de l'environnement, est mise en œuvre de

façon appropriée.

**Art. 7.1.1 :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

**Constats :**

**Constats du 25/10/2022 :**

Pour mémoire, lors de la visite du 25 octobre 2022, l'inspection a constaté la présence d'un stockage de caisse en bois sur l'emprise du site SOUFFLET Agriculture mais appartenant à la société voisine.

L'existence de ce stockage n'a pas été portée à la connaissance de Madame la Préfète préalablement, et l'exploitant n'a pas procédé à l'actualisation de son étude de dangers pour prendre en compte le scénario d'un incendie d'un stockage de bois, des distances des effets thermiques associées et des conséquences sur ses installations et ses équipements (bâche incendie).

Dans ce contexte, l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner ses installations et pour en limiter les conséquences.

**Réponse de l'exploitant du 09/12/2022 :**

Dans le cadre de la fermeture du chemin, il a toujours été convenu que l'entreprise voisine puisse stocker ses caisses sur ce terrain en conservant une distance suffisante entre les caisses et notre silo plat. Elles sont stockées à plus de 40 m du silo plat et nous veillons à conserver cette distance. À noter que nous disposons d'autres moyens de lutte incendie (poteaux incendie et une réserve de 60 m<sup>3</sup>) sur le site qui pallieront la perte de la bâche si un incident venait à se produire.

Après examen des éléments transmis, l'exploitant n'apporte aucun élément permettant de répondre aux constats.

En effet, compte tenu de la présence de ces pallox de bois dans le périmètre de l'établissement SOUFFLET Agriculture, par courrier du 16 février 2023, l'inspection a demandé à l'exploitant d'apporter des éléments de réponses notamment aux éléments suivants (liste non exhaustive) :

- détermination du classement du stockage de bois au titre de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement (puisque le stockage est dans le périmètre de l'établissement, la mise à jour du classement ICPE est du ressort de SOUFFLET Agriculture),
- bien que mentionné à plus de 40 m des silos plats, aucune modélisation des flux thermiques d'un incendie du stockage de pallox n'est fourni permettant de justifier l'absence de flux thermiques sur ce bâtiment,
- aucune justification n'est apportée sur la suffisance des réserves d'eau restantes en cas de perte de la bâche incendie située à côté des pallox,
- en cas d'incendie, aucune rétention n'est associée à ce stockage de pallox pour recueillir les eaux d'extinction incendie,
- en cas d'incendie, il y a aussi un risque d'atteinte à l'intégrité de la rétention située à proximité en fonction des zones d'effets des flux thermiques,
- aucun porter à connaissance n'a été adressé à Madame la préfète avec tous les éléments

d'appréciation concernant cette modification des conditions d'exploitation de l'établissement SOUFFLET Agriculture à Auxy.

Compte tenu de ce qui précède, **l'écart est maintenu.**

**Constats du 16/03/2025 :**

**La visite in-situ a permis de constater la présence de 38 big-bags de 1,250 tonne de pommes de terre dans le silo plat H01.**

Cette activité exploitée par l'installation voisine de celle exploitée par SOUFFLET Agriculture sur son site d'Auxy ne figure pas dans le tableau de classement des activités du site listées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2016.

**L'exploitant a modifié l'usage du silo plat, sans avoir préalablement porté à la connaissance de Madame la Préfète du Loiret cette modification, et évalué les effets associés.**

Cf le PdC n°1 de la présente inspection, par courriel du 19 mars 2025, l'exploitant a communiqué deux photographies du silo plat attestant du retrait des big-bags de pomme de terre.

**La non-conformité précitée est soldée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il appartient à l'exploitant de mettre un terme aux dérives observées à chaque inspection concernant les stockages réalisés au profit de son voisin.**

**À défaut, il lui est rappelé qu'il doit communiquer à Madame la Préfète du Loiret, un porter à connaissance des modifications apportées à ses installations permettant d'évaluer le caractère substantiel ou non substantiel de ces modifications, avant leur mise en œuvre, en application des articles L. 181-14 et du R. 181-46 du Code de l'environnement.**

**Type de suites proposées : Sans suite**